

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SHL

26 rue Gay Lussac
59147 Gondecourt

Références : SHL_GONDECOURT_RAPVI_0007000877
Code AIOT : 0007000877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement SHL implanté 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt. L'inspection a été annoncée le 11/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la campagne annuelle de contrôles inopinés 2023 pilotée par la DREAL, une inspection avait été réalisée le 26/06/2023 avec un prélèvement d'eau résiduaire réalisé par SOCOTEC visant à détecter la présence de légionelle dans les circuits de refroidissement des 2 tours aéroréfrigérantes en fonctionnement sur le site : la tour "Evapo" et la tour "Events".

Il n'avait pas pu être réalisé une inspection approfondie.

Il a donc été entrepris une visite d'inspection ayant pour objectif d'approfondir le respect de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SHL

- 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt
- Code AIOT : 0007000877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société des Huiles Lemahieu a démarré en 1974 sur le site de Gondecourt des activités de traitement et conditionnement d'huiles de graissage et produits annexes, et traitement d'huiles usagées. En 2000, le site est repris sous le nom SHL par le groupe Flamme. SHL est aujourd'hui filiale à 100 % d'ARF, l'un des trois pôles du groupe spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets industriels.

Le site de Gondecourt traite les mélanges eau-hydrocarbures ainsi que les effluents faiblement chargés en hydrocarbures (80 % de l'activité), et procède au réaffinage des huiles usagées. La société SHL est également collecteur agréé d'huiles usagées noires.

En 2022, le site réceptionne environ 2 000 tonnes de déchets par mois.

Le site fonctionne du lundi au vendredi, de 5 h à 22 h et exceptionnellement le samedi de 8 h à 18 h (dans la limite de 10 samedis par an). L'effectif permanent de l'établissement est de 6 personnes (1 responsable de production, 1 laborantin, 4 opérateurs).

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Plans de surveillance et d'entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b) et 3.7.I.2.b)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Procédures spécifiques, Procédure d'arrêt et de redémarrage des tours	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.c.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Traçabilité des actions correctives et préventives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.IV.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.b.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	légionelles			
10	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	FDS du produit biocide	Règlement européen n°1907/2006 « REACH », article 35	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
19	FDS du produit biocide	Règlement européen n°1907/2006 « REACH », article 31.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
22	Substance(s) active(s)	Règlement européen n°528/2012 « Règlement sur les produits biocides » article 89.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
23	Produit biocide	Règlement européen n°1907/2006 « REACH » article 31.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
24	Produit biocide	Code de l'environnement article R.522-18	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
26	Etiquetage	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1	Sans objet
7	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.	Sans objet
9	Transmission des résultats d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e	Sans objet
12	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.I.2	Sans objet
14	Identification du produit biocide	Autre du 12/11/2021, article Tableau « biocides » de l'exploitant	Sans objet
15	Utilisation du produit biocide sur le site	Autre du 22/05/2012, article Annexe V	Sans objet
16	FDS du produit biocide	Règlement européen n°1907/2006 « REACH » article 31.1	Sans objet
17	FDS du produit biocide	Règlement européen n°1907/2006 « REACH » article 31.5	Sans objet
20	FDS du produit biocide	Règlement européen n°1907/2006 « REACH », article 31.6	Sans objet
21	Substance(s) active(s)	Règlement européen n°528/2012 « Règlement sur les produits biocides » article /	Sans objet
25	Stockage, utilisation et élimination	Règlement européen n°1907/2006 « REACH » article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La connaissance de l'exploitant sur la réglementation en vigueur est insuffisante, notamment concernant l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) qui consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés mais d'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures. Or, ces procédures nécessitent d'être mises à jour suite à la réalisation d'une AMR complète et conforme à la réglementation.

La stratégie de traitement préventif de l'eau adoptée doit être justifiée et ré-analysée comme les plans de surveillance et d'entretien.

L'exploitant a transmis dès le lendemain de l'inspection le bon de commande pour une assistance technique d'une révision AMR et plans associés.

L'exploitant a également défini comme objectif prioritaire de mettre à jour l'ensemble des procédures qui découlera de cette AMR et ainsi de lever les non-conformités identifiées. La date de fin mai 2024 a été définie comme objectif. À ce stade, une mise en demeure relative à ces prescriptions n'est pas proposée, car la non-conformité peut être levée rapidement. L'inspecteur réalisera une nouvelle visite d'inspection une fois l'ensemble des documents mis à jour.

Concernant les produits utilisés pour le traitement des deux tours, l'exploitant devra se rapprocher rapidement de son fournisseur EAUTEX afin de déterminer si les produits vendus par EAUTEX et utilisés par SHL disposent d'une autorisation de mise sur le marché ou si une demande a été

déposée conformément au règlement sur les produits biocides. À ce stade, une mise en demeure relative à cette prescription n'est pas proposée, car l'inspection est dans l'attente du retour de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. . L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes. <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le service des ressources humaines de la société ARF gère la planification et le suivi des dates de formation ainsi que les dates de recyclages des différents intervenants de la société SHL pour les deux tours qu'il exploite.</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié l'attestation de M. REBATTACHI Rabah (responsable production maintenance): la dernière formation date du 05 avril 2024.</p> <p>Le contenu de formation indiqué dans les attestations de présence est conforme à la prescription. Par ailleurs, le plan de formation fourni à l'inspecteur est également conforme à la prescription. Il est à noter que les prélèvements d'échantillons sont externalisés au laboratoire EUROFINS, ce</p>

qui ne nécessite pas une formation spécifique pour les intervenants de la société SHL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la

planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par mail du 19 avril 2024, l'exploitant a transmis un extrait de son évaluation environnementale, visant spécifiquement l'analyse liée aux Tours Aéroréfrigérantes.

Cependant, dans les éléments que doivent contenir une AMR, l'exploitant n'a pas pu fournir pour chacune des tours :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement ;
- l'analyse des éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent ;
- l'évaluation du risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint ;

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ne dispose pas d'analyse méthodique des risques (AMR) de son installation conforme à l'annexe 1 article 3.7.I.1.a) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation, **le plan d'entretien et le plan de surveillance ne sont donc pas adaptés à la gestion du risque** pour l'installation.

L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois les éléments nécessaires pour se conformer à l'annexe 1 article 3.7.I.1.a) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plans de surveillance et d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

3.7.I.1.b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau

inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

[...]

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les plans de surveillance des eaux d'appoint, de rejet, et de circulation. Ces plans ont été transmis par le traiteur d'eau le 18 décembre 2023.

Ces plans de surveillance précisent bien les paramètres de suivi avec leurs valeurs cibles et d'alerte.

Cependant, plusieurs anomalies ont été relevées :

- **les unités des paramètres de suivi sur les plans de surveillance ne sont pas indiquées ;**
- **le plan de surveillance n'est pas mis en cohérence** avec le document d'application du suivi hebdomadaire (pas les mêmes valeurs cibles et d'alerte) ;
- la procédure référencée PG/HSE/SHL/03 version 6 page 4 §9 indique une **valeur seuil dans l'eau de circuit < 10⁴ UFC/ml ce qui n'est pas conforme à la réglementation.**

Par ailleurs, l'exploitant **n'a pas pu transmettre de plan d'entretien** à l'inspecteur, ce qui n'est pas conforme à l'arrêté ministériel.

Par ailleurs, il convient :

- pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR de définir une action pour le gérer ;
- pour chaque indicateur de définir pourquoi il est suivi, sa fréquence, les risques identifiés en cas de dérive et préciser les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre ;
- de définir les mesures d'entretien préventif de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois les éléments nécessaires pour se conformer à l'annexe 1 article 3.7.I.1.b) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b) et 3.7.I.2.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif et stratégie de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.7.I.1.b) Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>3.7.I.2.b Traitement préventif L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella</p>

pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement. Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau. Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection la fiche de stratégie de traitement des tours EVENT et EVAPO.

Cette fiche a été transmise par le traiteur d'eau le 18 décembre 2023.

La fiche décrit la stratégie de traitement préventif adoptée.

L'exploitant s'est assurée de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction.

Cependant, l'exploitant n'a pas justifié le choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.

Pour rappel, en cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocides en traitement préventif, l'exploitant doit justifier que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement, ce qui n'a pas été réalisé.

La fiche de stratégie de traitement indique que l'exploitant doit injecter le biocide non-oxydant intitulé BALK20 à base d'isothiazolone à raison de 1 kg le lundi et 1Kg le mercredi et 1Kg le vendredi dans chacune des tours.

Or, les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Il convient donc que l'exploitant le justifie, ce qui n'a pas été le cas lors de l'inspection.

L'utilisation d'un biocide non oxydant peut en effet avoir un impact sur l'environnement élevé et masque le risque de prolifération des légionelles. Ce mode d'utilisation est généralement utilisé dans un cadre curatif et non préventif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois les éléments nécessaires pour se conformer à l'annexe 1, article 3.7.1.2.b) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Procédures spécifiques, Procédure d'arrêt et de redémarrage des tours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.c.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;- en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;- suite à un arrêt prolongé complet ;- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;- autres cas de figure propre à l'installation. Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation. Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.
Constats : L'inspecteur a constaté que les deux tours étaient à l'arrêt du 11 au 15 janvier 2024 inclus (carnet de suivi). Or, l'exploitant n'a pas défini de procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation dans ce cas de figure (hors arrêt prolongé > 15 jours). Il est nécessaire de définir les actions à mettre en œuvre dans les différents cas de figures que peut rencontrer chacune des deux installations. En effet, les périodes d'arrêt et les redémarrages (même sur des périodes < 15 jours) constituent des facteurs de risque pour l'installation. Les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois les éléments nécessaires pour se conformer à l'annexe 1 article 3.7.I.1.c. de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Traçabilité des actions correctives et préventives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.IV.2.
Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complet ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs. - les modifications apportées aux installations. <p>Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; - l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; - les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque légionelles ; - le plan de formation ; - les rapports d'incident et de vérification ; - les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées, tels que définis au point V du présent article, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; - les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I-3 du présent article ; - les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau telle que définie à l'article 60. <p>Le carnet de suivi est propriété de l'installation.</p> <p>Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification.</p> <p>.</p>
Constats :

<p>L'inspecteur a constaté que les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement et que les dérives constatées pour les indicateurs de suivi physico-chimiques n'étaient pas reportés dans le carnet de suivi.</p> <p>Il convient donc de les indiquer dans le carnet de suivi.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois les modifications apportées au carnet de suivi concernant notamment les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement et les dérives constatées pour les indicateurs de suivi physico-chimiques afin de se conformer à l'annexe 1 article 3.7.IV.2. de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>		
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur a vérifié sur la dernière année que la fréquence d'analyse a bien été respectée sur les deux tours et que les résultats sont conformes.</p>		
TAR EVAPO		
Date du prélèvement	Heure de prélèvement	Résultats
06/03/24	14h04	< 100 UFC/L
03/01/24	8h46	< 100 UFC/L
08/11/23	15h03	< 100 UFC/L

06/09/23	11h27	< 100 UFC/L
05/07/23	11h09	< 100 UFC/L
03/05/23	9h30	< 100 UFC/L
01/03/23	11h19	< 100 UFC/L
TAR EVENT		
Date du prélèvement	Heure de prélèvement	Résultats
06/03/24	13h45	< 100 UFC/L
03/01/24	8h54	< 100 UFC/L
08/11/23	14h58	< 100 UFC/L
06/09/23	11h23	< 100 UFC/L
05/07/23	11h04	< 100 UFC/L
03/05/23	9h24	< 100 UFC/L
01/03/23	10h57	< 100 UFC/L
L'inspecteur a vérifié sur la dernière année que la fréquence d'analyse a bien été respectée sur les deux tours et que les résultats sont conformes.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 8 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.b.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.</p> <p>En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est</p>

<p>inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante. Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche de traitement indique que le biocide non-oxydant à base d'isothiazolone est dosé manuellement, à raison de 1Kg le lundi et 1Kg le mercredi et 1Kg le vendredi dans chacune des tours. Il n'est donc pas possible de respecter le délai d'au moins quarante-huit heures entre l'injection de biocides et le prélèvement. Les analyses sont donc faussées systématiquement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant questionnera le laboratoire pour évaluer l'impact des différents résultats vis-à-vis de l'utilisation de ce biocide (un biocide non oxydant peut-il être inhibé par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage?) et communiquera son analyse à l'inspecteur. L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois les éléments nécessaires pour se conformer à l'annexe 1 article 3.7.I.3.b. de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Transmission des résultats d'analyses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées. Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet ses résultats d'analyse réglementaire de manière régulière sur l'application GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : c) Nettoyage préventif de l'installation Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats : La dernière intervention de nettoyage par actions mécaniques des 2 tours de refroidissement a été effectué le 30 mai 2023 et est réalisée par une société externe. L'exploitant n'a pas pu présenter un compte-rendu afin de présenter les observations sur l'état de chacune des tours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection le bon d'intervention permettant de prouver la bonne réalisation de ce nettoyage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.V
Thème(s) : Risques chroniques, Présence des bilans annuels
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations

<p>classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau ne sont pas adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois le bilan annuel de 2023 pour se conformer à l'annexe 1 article 3.7.V de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Stockage des produits biocides et autres.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>État des stocks de produits dangereux.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, l'inspecteur s'est assuré que les produits stockés correspondent bien à la stratégie de traitement et que les stocks sont suffisants.</p>

<p>Un relevé hebdomadaire de l'état des stocks des deux produits biocides est réalisé : quantité et date de péremption.</p> <p>Ce relevé figure dans la procédure « Maintenance Evaporateur » de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Etat des parties visuellement accessibles.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.I.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Entretien préventif de l'installation.</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire définit à l'article 12.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'état dégradé des parties visibles des TAR.</p> <p>L'état des tours aéroréfrigérantes et des dispositifs de limitation des entraînements vésiculaires n'a pas été inspecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Identification du produit biocide

<p>Référence réglementaire : Autre du 12/11/2021, article Tableau « biocides » de l'exploitant</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Nom du produit biocide – adresse du fournisseur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Nom commercial du produit biocide contrôlé.</p> <p>Nom et adresse du fournisseur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le traiteur d'eau EAUTEX SARL 28 Rue Kellermann, 59100 Roubaix fournit deux produits biocides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Biocide BAL K20 - Biocide CA110B ou CA110
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Utilisation du produit biocide sur le site

Référence réglementaire : Autre du 22/05/2012, article Annexe V
Thème(s) : Produits chimiques, Type de produit (TP)
Prescription contrôlée : Utilisation du produit biocide sur le site. Type de Produit (TP) correspondant au sens de l'annexe V du Règlement (UE) n° 528/2012 du parlement européen et du conseil du 22/05/12 relatif à la mise à disposition sur la marché et l'utilisation des produits biocides (RPB).
Constats : L'exploitant a déclaré utiliser les produits biocides pour l'usage suivant : <ul style="list-style-type: none">- Biocide BAL K20 : biocide non oxydant- Biocide CA110B ou CA110 : biocide et anti-tartre, anti-corrosion
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : FDS du produit biocide

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Produits chimiques, Détention de la FDS
Prescription contrôlée : Article 31.1 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006): «Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou une préparation répond aux critères de classification comme substance ou préparation dangereuse conformément aux directives 67/548/CEE ou 1999/45/CE, ou b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »
Constats : Dans son mail du 19/04/2024, l'exploitant a fourni à l'inspection les FDS suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Biocide BAL K20 : FDS datée du 22/04/2013- Biocide CA110B : FDS datée du 23/04/2013 A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni des FDS plus récentes dans son mail du 25/04/2024.

<ul style="list-style-type: none"> - Biocide BAL K20 : FDS datée du 14/02/2021 - Biocide CA110 (à noter le changement de nom du produit CA110 au lieu de CA110B) : FDS datée du 25/01/2021 <p>Les fiches données de sécurité sont bien détenues par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : FDS du produit biocide

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Langue de la FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31.5 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):</p> <p>«La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.»</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux FDS fournies datant de 2021 sont en français pour BAL K20 et CA110.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : FDS du produit biocide

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Accessibilité de la FDS aux salariés concernés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 35 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):</p> <p>«Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré utiliser un serveur informatique afin de mettre à disposition des salariés les FDS.</p> <p>Un relevé annuel des FDS est effectué afin d'ajouter éventuellement les FDS manquantes.</p> <p>Par contre, la mise à jour des FDS n'est pas effectuée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de veiller à disposer de la dernière version des fiches données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : FDS du produit biocide

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31.9
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à jour de la FDS
Prescription contrôlée : Article 31.9 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006): «(...) La nouvelle version datée des informations, identifiée comme "Révision: (date)", est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique à tous les destinataires antérieurs à qui ils ont livré la substance ou la préparation au cours des douze mois précédents. (...)»
Constats : Dans son mail du 19/04/2024, l'exploitant a fourni à l'inspection les FDS suivantes : - Biocide BAL K20 : FDS datée du 22/04/2013 - Biocide CA110B : FDS datée du 23/04/2013 À la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni des FDS plus récentes dans son mail du 25/04/2024. - Biocide BAL K20 : FDS datée du 14/02/2021 - Biocide CA110 (à noter le changement de nom du produit CA110 au lieu de CA110B) : FDS datée du 25/01/2021 Les FDS fournies sont récentes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de ses fournisseurs afin d'obtenir la dernière version pour l'ensemble des FDS des produits utilisés sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 20 : FDS du produit biocide

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Produits chimiques, Format de la FDS
Prescription contrôlée :

Article 31.6 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):

«La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;
- 16) autres informations. »

Annexe II du règlement REACH (exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité).

Constats :

Les FDS fournies par l'exploitant datant de 2021 sont conformes à l'annexe II du règlement REACH.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Substance(s) active(s)

Référence réglementaire : Autre du 22/05/2012, article /
Thème(s) : Produits chimiques, Substance(s) active(s) présente(s) dans le produit biocide
Prescription contrôlée : Règlement (UE) n° 528/2012 du parlement européen et du conseil du 22/05/12 relatif à la mise à disposition sur la marché et l'utilisation des produits biocides (RPB). Caractéristiques de la/des substance(s) active(s) présente(s) dans le produit biocide: nom, n° CAS...
Constats : La rubrique 3 des FDS donne la composition suivante : - Biocide BAL K20 : FDS datée du 14/02/2021 Substance Active : mélange dérivés d'isothiazolone n°CAS : 55965-84-9 - Biocide CA110 (à noter le changement de nom du produit CA110 au lieu de CA110B) : FDS datée du 25/01/2021 aucune substance indiquée dans la FDS
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Substance(s) active(s)

Référence réglementaire : Autre du 22/05/2012, article 89.2
Thème(s) : Produits chimiques, Substance(s) active(s) approuvée(s) ou dans le programme d'examen
Prescription contrôlée : Article 89.2 du RPB (Règlement (UE) n° 528/2012): «(...) Il [l'État membre] ne peut autoriser, conformément à ses dispositions nationales, la mise à disposition sur le marché sur son territoire que d'un produit biocide contenant des substances actives existantes qui ont été ou sont évaluées en vertu du règlement (CE) n o 1451/2007 de la Commission du 4 décembre 2007 concernant la seconde phase du programme de travail de dix ans visé à l'article 16, paragraphe 2, de la directive 98/8/CE (1), mais qui n'ont pas encore été approuvées pour le type de produits en question. Par dérogation au premier alinéa, s'il a été décidé de ne pas approuver une substance active, un État membre peut continuer à appliquer son système actuel ou ses procédures actuelles de mise à disposition sur le marché des produits biocides pendant douze mois au maximum après la date à laquelle a été prise la décision de ne pas approuver une substance active conformément au paragraphe 1, troisième alinéa. »
Constats : - Biocide BAL K20 : FDS datée du 14/02/2021 Substance Active : mélange dérivés d'isothiazolone n°CAS : 55965-84-9 Cette substance est approuvée pour le TP11 et le TP12 au 01/07/2017 (site ECHA).

<p>- Biocide CA110 (à noter le changement de nom du produit CA110 au lieu de CA110B) : FDS datée du 25/01/2021 aucune substance indiquée dans la FDS</p> <p>Étant donné que la composition du produit n'est pas connue, il n'est pas possible de rechercher si la ou les substance(s) est/sont approuvée(s).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de son fournisseur EAUTEX afin de connaître la composition du produit CA110.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que la substance active de ce produit est bien approuvée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 23 : Produit biocide

<p>Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31.6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Usage du produit biocide</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point 1.2 de la Fiche de données de sécurité (FDS): «Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées».</p> <p>Contenu de la FDS défini par l'article 31.6 et l'annexe II du règlement REACH.</p>
<p>Constats :</p> <p>- Biocide BAL K20 : FDS datée du 14/02/2021 point 1,2 de la FDS : biocides L'exploitant a déclaré utiliser ce produit comme biocide non oxydant</p> <p>- Biocide CA110 : FDS datée du 25/01/2021 point 1,2 de la FDS : produit de traitement anti-corrosion et anti-tartre pour les tours de refroidissement. L'exploitant a déclaré utiliser ce produit comme biocide et anti-tartre, anti-corrosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de son fournisseur afin de déterminer si le CA110 est un produit biocide ou non.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 24 : Produit biocide

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2016, article R.522-18
Thème(s) : Produits chimiques, Déclaration dans SIMMBAD
Prescription contrôlée : Article R.522-18 du Code de l'Environnement: «La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L. 522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché, sur le territoire national. Elle comporte : 1° Le nom du responsable de la mise à disposition sur le marché du produit ; 2° Le nom commercial du produit ; 3° Le ou les types de produits présentés conformément à l'annexe V du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012 ; 4° Le nom et la quantité ou la concentration de chacune des substances actives contenues dans le produit ; 5° La classification du produit selon le règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 ; 6° La fiche de données de sécurité prévue par l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 ; 7° Le type d'usage ; 8° Le numéro de dossier figurant sur le registre des produits biocides défini à l'article 71 du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012, ou, le cas échéant, le numéro de l'autorisation de mise à disposition sur le marché du produit ; 9° Le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit est destiné.»
Constats : Sur le site BioCID : -BAL K20, EAUTEX est inactif avec une date de fin de mise sur le marché au 28/12/2017 et une date de fin d'utilisation au 01/07/2018. La demande d'AMM semble ne pas avoir été déposée. -CA110B, EAUTEX est inactif avec une date de fin de mise sur le marché au 28/12/2017 et une date de fin d'utilisation au 01/07/2018. La demande d'AMM semble ne pas avoir été déposée. -CA110, EAUTEX est introuvable sur le site BioCID.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de contacter au plus vite son fournisseur afin de déterminer si les produits vendus par EAUTEX et utilisés par SHL disposent d'une autorisation de mise sur le marché ou si une demande a été déposée conformément au règlement sur les produits biocides.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 25 : Stockage, utilisation et élimination

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle de prescriptions de la FDS
Prescription contrôlée : Article 37.5 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006): «(...) 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique. c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.»
Constats : Les conditions de stockage des produits CA110 et BALK20 sont conformes aux prescriptions de la FDS. Les dates limites d'utilisation sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage du produit biocide – transvasement

Prescription contrôlée :

Article 10 de l'arrêté ministériel du 19/05/04 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides:

«En application de l'article 20 du décret du 26 février 2004 susvisé, l'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :

- a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ;
 - b) Le numéro de l'autorisation ;
 - c) Le type de préparation ;
 - d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;
 - e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ;
 - f) Les indications des effets secondaires défavorables, y compris les effets indirects, susceptibles de se produire, et les instructions de premiers secours ;
 - g) La phrase "Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi", dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative ;
 - h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ;
 - i) Le numéro ou la désignation du lot de la préparation et de la date de péremption dans des conditions normales de conservation ;
 - j) Le délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocide et sa durée d'action, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation ultérieure du produit, de la matière ou de la surface qui a été traitée ou l'accès ultérieur de l'homme ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ;
 - k) Des indications concernant le nettoyage du matériel ;
 - l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;
- et, le cas échéant :
- m) Les catégories d'utilisateurs auxquels l'usage du produit biocide est réservé ;
 - n) Des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non visés et éviter la contamination de l'eau.

Dans le cas des produits biocides microbiologiques, ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions réglementaires spécifiques relatives à l'étiquetage de ces produits.

Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

Sans préjudice de l'application des dispositions transitoires prévues par les articles 29 et 30 du décret du 26 février 2004, les indications mentionnées aux points b, d et e ne sont pas requises pour les produits biocides contenant une ou des substances actives biocides figurant sur la liste communautaire des substances actives présentes sur le marché au 14 mai 2000, jusqu'à l'intervention de la décision d'autorisation prévue au chapitre II du titre II du livre V du code de l'environnement. (...)

Les dispositions du présent article s'appliquent également en cas de transvasement d'un produit biocide dans un autre récipient. (...)

Point 2.2 de la FDS – éléments d'étiquetage:

- pictogrammes,
- mentions d'avertissement,
- mentions de danger,
- conseils de prudence.

Constats :

- étiquette Biocide BALK20

Il manque les points :

f) Les indications des effets secondaires défavorables, y compris les effets indirects, susceptibles de se produire, et les instructions de premiers secours ;

j) Le délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocide et sa durée d'action, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation ultérieure du produit, de la matière ou de la surface qui a été traitée ou l'accès ultérieur de l'homme ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ;

k) Des indications concernant le nettoyage du matériel ;

l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;

Pour le produit biocide BALK20, les points f), j), k) et l) peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

- étiquette CA110

On ne connaît pas la composition de ce produit.

L'inspection a constaté que le produit biocide CA110B utilisé près de la TAR « Events » n'a pas le même étiquetage que le produit CA110 présent dans le stock.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Pour le produit biocide BALK20, les points f), j), k) et l) doivent être ajoutés sur l'étiquette ou à un autre endroit (cf ci-dessus).</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de vérifier que l'étiquetage du récipient dans lequel a été transvasé le produit CA110 soit identique à celui du contenant d'origine et à la FDS dans le cas de transvasement du produit biocide.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois